

ACTION URGENTE

UN MILITANT DE LA « GÉNÉRATION Z » BLESSÉ PAR BALLE ATTEND TOUJOURS D'ÊTRE SOIGNÉ

Le 9 octobre 2025, le militant Jonathan Rasolofoharimalala (également connu sous le nom de Jonathan Malagasy) a été blessé par des tirs de chevrotine auxquels les forces de sécurité ont eu recours illégalement lors d'une manifestation de la « génération Z » à Antananarivo, la capitale de Madagascar. Un projectile a traversé sa joue droite, sur laquelle il gardera une cicatrice à vie, et il n'a pas encore reçu les soins médicaux dont il a besoin urgemment pour en retirer un autre qui s'est logé dans son épaule. Il a en revanche reçu des menaces de mort et d'emprisonnement pour avoir continué de militer sur les réseaux sociaux en faveur des personnes blessées lors des manifestations. Les autorités doivent veiller à ce que Jonathan Malagasy et toutes les autres personnes blessées lors des manifestations bénéficient de soins adaptés et qu'elles obtiennent réparation pour les violations subies, notamment en menant dans les meilleurs délais des enquêtes approfondies, indépendantes et efficaces sur le recours illégal à la force par les forces de sécurité, en conduisant les responsables présumés devant la justice et en mettant fin aux intimidations et aux menaces visant Jonathan Malagasy et d'autres militant-e-s pacifiques, afin de respecter leur droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Michaël Randrianirina, Président de la Refondation de la République

Palais d'État d'Iavoloha, Antananarivo 101, Madagascar

WhatsApp et Signal : +261 37 02 369 02

Courriel : mamitiana.rajaonarison@gmail.com

Monsieur le Président,

Je tiens à exprimer ma profonde préoccupation face à l'absence de soins médicaux et de recours effectif apportés par votre gouvernement aux personnes qui ont été blessées par des membres des forces de l'ordre au cours des manifestations de la « génération Z » contre les coupures de courant et d'eau à répétition, entre septembre et octobre 2025.

Le 9 octobre 2025, aux alentours de 16 heures, Jonathan Rasolofoharimalala (également connu sous le nom de Jonathan Malagasy) se trouvait parmi plusieurs dizaines de manifestant-e-s qui se sont retrouvés coincés près de la maternité de Befelatanana, à Antananarivo. Ils étaient encerclés par les forces de sécurité, des gendarmes étant positionnés à leur gauche et à leur droite, des policiers en face d'eux, tandis que le bâtiment – où ils ne pouvaient pas entrer – était derrière eux. Jonathan Rasolofoharimalala a alors été blessé par des tirs de chevrotine auxquels les forces de sécurité ont eu recours illégalement. Un projectile a traversé sa joue droite et un autre s'est logé dans son épaule.

Sa plaie au visage lui a laissé une cicatrice à vie. Il a été pris en charge par des secouristes bénévoles, mais il n'a pu accéder à des soins dans les hôpitaux publics, qui étaient étroitement surveillés par les autorités pour dissimuler le nombre de victimes de blessures par balle. Presque un an après, il n'a toujours pas reçu les soins médicaux dont il a besoin urgemment pour retirer le projectile logé dans son épaule. Il a en revanche reçu des menaces de mort et d'emprisonnement pour avoir continué de militer sur les réseaux sociaux en critiquant l'absence de soins et de recours effectif apportés par le gouvernement aux personnes blessées lors des manifestations de la fin de l'année dernière. Aucune personne ne devrait être contrainte à vivre avec des blessures non soignées, ni craindre des représailles si elle tente d'obtenir justice. Les victimes du recours illégal à la force par les organes de maintien de l'ordre doivent bénéficier de soins médicaux et d'un recours effectif, notamment au moyen d'enquêtes efficaces permettant d'amener les responsables présumés de violations des droits humains à rendre des comptes dans le cadre d'une procédure équitable.

Je vous prie instamment de prendre les mesures nécessaires pour que Jonathan Malagasy et toutes les autres personnes blessées lors des manifestations de la « génération Z » reçoivent les soins dont ils ont besoin et bénéficient d'un recours effectif pour les violations qu'ils ont subies. J'appelle par ailleurs votre gouvernement à mener l'enquête indépendante, impartiale et efficace attendue depuis plusieurs mois sur le recours illégal à la force lors de ces manifestations, à traduire en justice les responsables présumés et à faire cesser les intimidations et les menaces visant Jonathan Malagasy et d'autres personnes appelant les autorités à rendre des comptes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

À Madagascar, les autorités militaires ont pris le pouvoir en octobre 2025 à la suite de manifestations menées pendant l'année par la jeunesse, qui réclamait une amélioration des services publics, notamment de l'accès à l'eau et à l'électricité, ainsi qu'une gouvernance plus efficace et plus inclusive. Le nouveau pouvoir, qui avait pourtant promis des réformes, a durci la répression sous prétexte de lutter contre la corruption et de mener une politique de tolérance zéro ; il a invoqué des chefs d'accusation vagues, tels que le complot criminel, les menaces à la sécurité nationale et la déstabilisation, en vue de cibler et de réduire au silence les jeunes militant·e·s, les membres de la société civile et les personnes liées au précédent gouvernement.

Il a fallu moins d'un mois à Michaël Randrianirina (le chef de la junte) pour exprimer clairement son intention de participer aux élections qu'il avait promis d'organiser dans un délai de deux ans. Cela explique non seulement l'intensification de la répression, mais également l'absence de volonté sérieuse d'enquêter sur les militaires, les gendarmes et les policiers qui ont tué et blessé des manifestant·e·s l'an dernier.

Le Parlement, majoritairement aligné sur la junte, a choisi sans surprise de ne pas concrétiser la commission chargée d'enquêter sur les hauts responsables accusés de violations. En revanche, les enquêtes ouvertes jusqu'à présent sur des « actions violentes pour réprimer les manifestant·e·s » ont visé exclusivement d'anciens représentants des pouvoirs publics liés au précédent gouvernement.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : français, malgache

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 15 janvier 2027

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Jonathan Rasolofoharimalala, également connu sous le nom de Jonathan Malagasy (il)